

fort bien et déclarer autre chose, c'est esquiver la question.

Le principe d'un plan basé sur le revenu net constitue un des changements que les trois ministres de l'Agriculture des Prairies sont venus discuter à Ottawa. C'est le principe que les trois syndicats, l'Union nationale des cultivateurs et la Fédération canadienne de l'agriculture désirent voir incorporer dans le bill. C'est parce qu'il ne s'y trouve pas qu'ils continuent à s'opposer au bill. Ces organisations et les trois gouvernements des Prairies n'ont pas cédé lorsque le gouvernement leur a lancé cet ultimatum de permettre l'adoption du bill ou de n'obtenir rien du tout. Ils n'ont pas cédé au chantage. Ils n'ont pas répondu à l'affirmation du gouvernement . . .

M. Osler: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Osler) invoque le Règlement.

M. Osler: M. l'Orateur, j'aimerais que le député explicite sa déclaration. Personne ne peut prétendre en effet que le gouvernement ait jamais déclaré qu'il fallait soit accepter le bill, soit ne rien obtenir du tout.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre s'il vous plaît. J'estime que la question soulevée par le député de Winnipeg-Sud-Centre est un argument, un point à débattre et non un rappel au Règlement.

M. Rowland: Le gouvernement a dit à maintes reprises aux agriculteurs de l'Ouest: «Ou vous acceptez le bill C-244, ou il n'y aura pas de stabilisation».

Des voix: Oh, oh!

M. McBride: Qui s'embrouille à présent?

M. Rowland: Les organismes agricoles de l'Ouest n'envisageront pas la question de cette façon, pas plus que les gouvernements des Prairies. Ils n'abandonneront pas la lutte pour la justice dans l'Ouest à cause d'une tentative de chantage, tentative bien minable, s'il en est.

Des voix: Oh, oh.

M. Rowland: Des députés d'en face se sont plaints du temps consacré aux débats sur ce bill, et ils nous accusent d'obstruction, de blocus même, et le reste. En dépit de cette désespérante impatience des honorables vis-à-vis, il n'y a de leur part aucun effort en vue de changer ce bill, ni aucun argument logique et raisonné de présent. Si ce bill avait été conçu par des gens connaissant vraiment les problèmes de l'Ouest, et vraiment préoccupés par leur solution, la Chambre l'aurait déjà adopté à l'heure actuelle, car ses dispositions auraient été basées sur le revenu agricole net, et non sur le revenu agricole brut.

Le bill est censé répondre aux besoins des cultivateurs de l'Ouest. Les trois ministres de l'agriculture des Prairies sont venus à Ottawa . . .

M. Osler: Écoutez notre cultivateur.

[M. Rowland.]

M. Rowland: Monsieur l'Orateur, on signale que je ne suis pas cultivateur, et j'ai le même problème que le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Osler). Il y a, cependant, une différence entre lui et moi: je sais que j'ai beaucoup à apprendre sur les problèmes de l'agriculture. C'est pourquoi j'écoute ceux qui s'y connaissent, comme le SCCN, le FCA et les Syndicats du blé.

Je disais donc, avant de me faire interrompre, que les ministres de l'agriculture, qui représentent les gouvernements des trois provinces des Prairies auxquelles les dispositions du bill sont censées s'appliquer, sont venus à Ottawa expressément pour dire ceci au ministre: à moins d'établir le programme sur le revenu net plutôt que brut, il ne stabilisera pas le revenu des agriculteurs, ce qui est l'objet du bill. Ils sont venus signaler que le bill servirait d'assurance, d'ailleurs douteuse, dans l'éventualité d'une récolte désastreuse ou d'un autre événement de portée économique également catastrophique.

Néanmoins, le ministre ne veut même pas les écouter. Il a amené les ministres des trois provinces des Prairies à croire qu'ils avaient conclu une entente avec un homme loyal, et cela afin qu'ils partent d'Ottawa. Puis à peine après leur départ, il a déchiré l'entente. Et le gouvernement se demande pourquoi il y a du mécontentement dans l'Ouest. Il se demande pourquoi il est aussi populaire que la peste dans l'Ouest. Il se demande pourquoi Ottawa est aussi étranger à la population de l'Ouest que Bangkok.

• (9.50 p.m.)

Le traitement que le gouvernement a réservé aux ministres de l'Agriculture de l'Ouest fournit la réponse à chacune de ces questions. Peut-on concevoir qu'il aurait pu traiter les ministres de l'Agriculture de l'Ontario et du Québec comme il l'a fait pour leurs homologues du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta? Quelqu'un pourrait-il imaginer qu'il aurait l'audace de tricher sur un accord aux dépens des ministres de l'Agriculture de l'Ontario et du Québec? Jamais de la vie! Le gouvernement actuel formé presque exclusivement de ministres originaires de l'Est du pays se serait mis en quatre pour faire toutes les volontés de ces deux provinces.

Voyez ce qu'il en est de la guerre des poulets et des œufs. Lorsqu'il était notoire que le Québec violait les lois du pays, le gouvernement n'a pas voulu agir. Il a fallu que le Manitoba recoure en justice et obtienne le jugement qui s'en est suivi. Tant que l'actuel gouvernement contrôlera fermement l'Ontario et le Québec, il laissera pourrir le reste du pays. Voilà pourquoi un mécontentement se manifeste dans l'Ouest. On nous ignore et on nous insulte tout simplement, et nous en avons assez d'un gouvernement formé par l'Ontario et le Québec pour l'Ontario et le Québec.

Pourquoi les trois ministres des Prairies sont-ils venus à Ottawa solliciter un programme fondé sur le revenu net? Pourquoi sommes-nous, de ce côté-ci, déterminés à obtenir un tel programme? C'est parce qu'un programme de stabilisation qui repose sur le revenu brut servira simplement et uniquement à stabiliser les revenus agricoles des petits cultivateurs aux seuils actuels qui frisent celui de la pauvreté.